



Sud de l'Amérique du Sud

Faits nouveaux

La plupart des pays du sud de l'Amérique du Sud sont confrontés à des problèmes grandissants de sécurité, à une instabilité politique et à des difficultés socio-économiques qui affaiblissent les processus démocratiques et entravent l'intégration sur place de quelque 8 800 réfugiés et demandeurs d'asile.

Dans le cadre du MERCOSUR (cf. glossaire), l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont accordé la liberté de circulation et de résidence à l'ensemble de leurs ressortissants. En 2004, l'Argentine a signé un décret autorisant les immigrants sans papiers originaires de l'extérieur du MERCOSUR à régulariser leur situation dans le pays. L'Argentine et le Chili sont d'ailleurs en passe d'adopter de nouvelles législations concernant les réfugiés. À l'occasion du XX^e anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, le Brésil a présenté une proposition visant à faire de la réinstallation un moyen de soutenir les pays d'Amérique latine accueillant des réfugiés et de promouvoir le principe de partage des responsabilités.

Argentine

Bolivie

Brésil

Chili

Paraguay

Uruguay

Objectifs stratégiques

Dans le sud de l'Amérique du Sud, l'UNHCR entend principalement renforcer les capacités nationales et créer des groupes de soutien locaux pour consolider le cadre de protection et les commissions nationales pour les réfugiés, tout en transférant progressivement ses responsabilités en matière de protection et d'intégration locale aux gouvernements et à la société civile. L'Organisation mettra donc l'accent sur les activités de collecte de fonds et de sensibilisation du public. En coordination avec les autorités locales, l'UNHCR surveillera également les zones frontalières sensibles afin de garantir le respect des principes du droit d'asile.

En 2005, l'UNHCR tentera d'accroître le nombre des réfugiés réinstallés au Brésil et au Chili et d'assurer leur intégration sur place. Une centaine de dossiers de réinstallation individuels devraient être acceptés au Brésil, entre 60 et 80 au Chili. L'Organisation étudiera également les possibilités de réinstallation en Argentine et en Uruguay et recherchera des solutions durables au sort des réfugiés de longue date par le biais de la recherche d'emplois et de programmes de microcrédit.

Opérations

En **Argentine**, en **Bolivie**, au **Brésil**, au **Chili**, au **Paraguay** et en **Uruguay**, l'UNHCR effectuera un suivi des pratiques des États, formulera des conseils techniques sur les questions d'asile et facilitera

l'harmonisation des politiques régionales en la matière. L'Organisation œuvrera par ailleurs pour que la définition la plus large du concept de réfugié, telle qu'elle est donnée dans la Déclaration de Carthagène de 1984, soit appliquée dans la législation nationale des différents pays et dans leurs pratiques en matière d'éligibilité.

À la suite de l'accord de 2002 octroyant la liberté de circulation et de résidence à l'ensemble des citoyens du MERCOSUR, l'intégration sur place sera facilitée pour les personnes fuyant l'un des pays du MERCOSUR pour chercher asile dans un autre. Cela permettra de régulariser la situation de milliers d'étrangers. L'UNHCR assurera le suivi de ce processus et veillera à ce que des garanties soient instaurées pour les réfugiés et les demandeurs d'asile.





Chili : jeunes réfugiées colombiennes dans leur salle de classe. *UNHCR / I. Carmona and D. Guerrero*

L'Organisation continuera à souligner la nécessité d'identifier les réfugiés et les demandeurs d'asile au sein des flux migratoires plus importants. L'UNHCR suivra de près le travail des autorités et des organismes nationaux, en leur fournissant des informations et des conseils juridiques, afin de garantir l'accès des réfugiés aux procédures d'éligibilité.

L'UNHCR dispensera à ses partenaires des formations sur la protection et l'intégration locale et leur fournira des outils de gestion pour leur permettre de répondre plus efficacement aux besoins des réfugiés. L'Organisation étendra les réseaux de protection grâce à ses contacts avec de nombreuses universités participant à la chaire Sergio Vieira de Mello. Cette chaire, parrainée par l'UNHCR et d'autres organisations internationales, est consacrée aux droits de l'homme et au droit international des réfugiés. Grâce

à ces nouveaux contacts, la société civile devrait peu à peu s'investir dans la protection des réfugiés. Ces réseaux contribueront à la défense de la cause des réfugiés, prodigueront des conseils juridiques et une assistance matérielle de base et aideront les réfugiés et les demandeurs d'asile à accroître leur autosuffisance. L'UNHCR entretiendra en outre des contacts réguliers avec les autres institutions des Nations Unies et mettra sur pied des activités conjointes, dont plusieurs seront axées sur la sensibilisation du public à la question des réfugiés.

La mise en œuvre et l'élargissement des programmes de réinstallation au Brésil et au Chili dépendent du choix judicieux des dossiers, de l'apport d'une assistance technique aux ONG, ainsi que de la création de réseaux locaux composés de partenaires publics et privés, chargés de faciliter l'intégration des réfugiés



au sein de leurs nouvelles communautés. En 2005, l'UNHCR appuiera ces initiatives, tandis que le Brésil et le Chili s'efforceront de conclure des accords bilatéraux avec d'autres pays de réinstallation. Parallèlement, la coordination sera renforcée avec les programmes de réinstallation au Costa Rica et en Équateur, ainsi qu'avec la Section de la réinstallation et des cas particuliers située au siège de l'UNHCR.

Dans le cône sud, environ 40 pour cent des besoins des réfugiés sont pris en charge par les institutions nationales. En 2005, l'UNHCR exhortera les ONG à accroître leur soutien afin de couvrir les besoins prévus initialement et de longue durée des réfugiés, en particulier en matière de vivres et de logement.

Sur les 8 800 réfugiés et demandeurs d'asile présents dans la région, l'UNHCR facilitera l'accès aux

services sociaux élémentaires pour quelque 4 300 personnes, dont environ 35 pour cent de femmes. L'Organisation continuera à intégrer les besoins liés à l'âge et à l'appartenance sexuelle dans toutes les activités qu'elle soutient. À la suite du programme conjoint lancé en 2004 avec des gouvernements de la région, l'UNHCR appuiera des campagnes de prévention et d'information sur le VIH à l'intention des migrants et des demandeurs d'asile.

En 2005, l'UNHCR encouragera les activités d'information et de sensibilisation, notamment les campagnes médiatiques, les articles de presse et les affiches, afin de renforcer le soutien apporté aux programmes de réinstallation dans la région. L'Organisation coordonnera une stratégie médiatique intégrée impliquant les autres organisations et les interlocuteurs gouvernementaux, afin d'améliorer l'image des réfugiés au sein du public et l'exactitude des informations fournies par les médias à leur sujet. L'Organisation encouragera également ses partenaires d'exécution à faire connaître leur action dans diverses publications des Nations Unies, ainsi que sur Internet.

En Argentine, l'UNHCR distribuera aux demandeurs d'asile et aux réfugiés un manuel d'information complet expliquant les procédures de détermination du statut de réfugié (DSR) et l'aide dont ils peuvent bénéficier au niveau local. Ce manuel sera repris et adapté par d'autres pays de la région.

L'UNHCR appuiera les efforts déployés pour améliorer la visibilité globale du problème des réfugiés. Le soutien bénévole d'agences publicitaires argentines et brésiliennes jouera un rôle clé dans la sensibilisation de l'opinion publique locale au sort des réfugiés dans le monde. En 2005, l'UNHCR continuera à étendre sa gamme d'activités d'information grâce à une équipe de bénévoles dévoués.

| Budget (dollars E.-U.) | |
|-----------------------------------|------------------|
| Pays | Programme annuel |
| Argentine | 799 114 |
| Brésil | 314 339 |
| Activités régionales ¹ | 1 815 000 |
| Total | 2 928 453 |

¹Inclut l'intégration sur place des réfugiés dans les pays du sud de l'Amérique latine, la réinstallation des réfugiés au Brésil et au Chili, ainsi que les bourses pour les étudiants réfugiés.